

Cote du document: EB 2018/LOT/P.10
Date: 21 juin 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt au Royaume d'Eswatini pour le Projet d'inclusion financière et de développement de pôles de compétitivité

Note pour les représentants au Conseil d'administration

À compter du 19 avril 2018, le Royaume du Swaziland a été rebaptisé le Royaume d'Eswatini

Responsables:

Questions techniques:

Jaana Keitaanranta
Chargée de programme de pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2923
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Rodney Cooke
Directeur pour la région, a.i.
Division Afrique orientale et australe
téléphone.: +39 06 5459 2291
courriel: r.cooke@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Effets directs et composantes	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Détermination et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	12
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)
- II. Logical framework (Cadre logique)

Sigles et acronymes

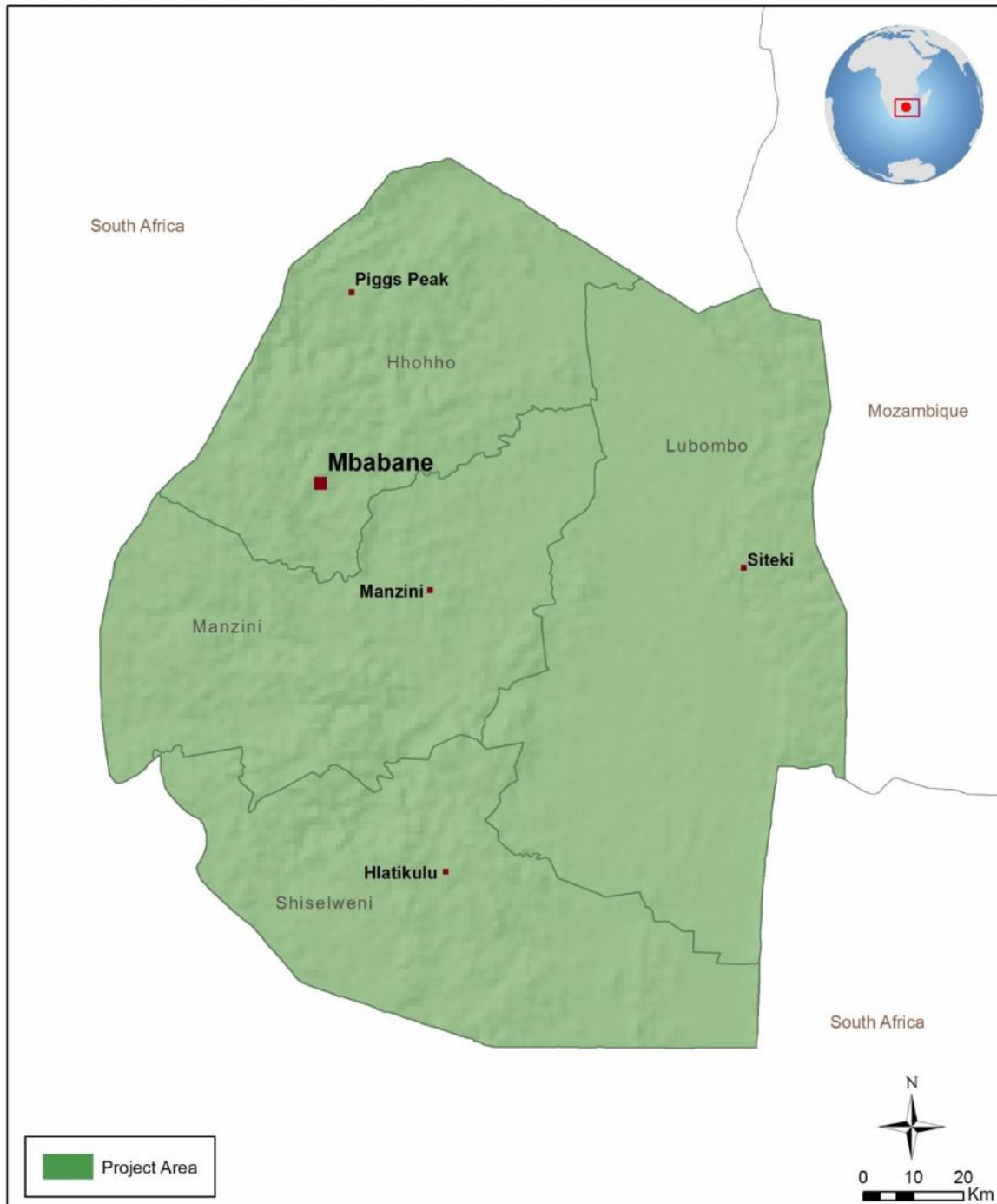
MFEF	Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
MPME	Micro-, petites et moyennes entreprises
TREI	Taux de rentabilité économique interne

Carte de la zone du projet

Eswatini

Projet d'inclusion financière et de développement de pôles de compétitivité

Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA; 28/02/2018

Royaume d'Eswatini

Projet d'inclusion financière et de développement de pôles de compétitivité

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Royaume d'Eswatini
Organisme d'exécution:	Centre pour l'inclusion financière (Ministère des finances)
Coût total du projet:	38,56 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,95 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans avec un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Cofinanceurs potentiels:	Fonds vert pour le climat, Fonds pour l'environnement mondial ou Fonds pour l'adaptation
Montant du cofinancement:	5,07 millions d'USD
Montant du don du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF):	300 000 USD
Contribution de l'emprunteur:	2,94 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	13,83 millions d'USD
Contributions des entreprises:	7,46 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt au Royaume d'Eswatini pour le Projet d'inclusion financière et de développement de pôles de compétitivité, telle qu'elle figure au paragraphe 58.

Proposition de prêt au Royaume d'Eswatini pour le Projet d'inclusion financière et de développement de pôles de compétitivité

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Royaume d'Eswatini est un pays enclavé de 1,27 million d'habitants, dont 79% résident en milieu rural. Classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec un revenu national brut par habitant de 2 830 USD en 2016, l'Eswatini voit son économie stagner depuis quelque temps. La croissance du produit intérieur brut d'Eswatini a baissé entre 2014 et 2016, passant de 2,5% à -0,9%, mais une hausse de 1,9 % était prévue pour 2017. L'Eswatini est fortement dépendant des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe, qui ont constitué plus de 50% des budgets nationaux récents. Le fait que le secteur privé soit modeste et le secteur public important et, parallèlement, que le pays soit dépendant des recettes extérieures, contribue à accentuer la vulnérabilité du pays face aux chocs budgétaires.
2. La répartition des revenus est extrêmement inégale: les 10% les plus riches représentent près de la moitié de la consommation totale, tandis que 63% des habitants vivent dans la pauvreté et que 89% des pauvres résident en milieu rural. L'Eswatini enregistre la prévalence du VIH/sida la plus élevée au monde dans la population générale et l'une des espérances de vie les plus faibles à la naissance – 57 ans (données de 2015).
3. Il faut offrir rapidement et à échelle massive de nouvelles perspectives aux jeunes afin qu'ils puissent bâtir une vie meilleure pour eux-mêmes et leur famille. Le secteur agricole en a la capacité. Toutefois, des obstacles de taille empêchent la plupart des petits agriculteurs de tirer parti de ces perspectives:
 - a) Au niveau des exploitations – En général, les petits agriculteurs ont une expérience limitée du marché et peu de compétences commerciales, ils produisent des cultures de faible valeur selon des pratiques traditionnelles et avec des ressources génétiques de mauvaise qualité, ils utilisent peu d'intrants de qualité, sont fortement exposés aux variations des régimes pluviométriques et ne recourent guère à l'irrigation.
 - b) Au niveau des filières de commercialisation – Les liens entre les produits des agriculteurs individuels et les clients finaux sont limités pour les raisons suivantes: les petits agriculteurs ne sont pas regroupés, il n'y a pas de concurrence entre les acheteurs, et les sociétés étatiques non commerciales subventionnées créent des distorsions.
 - c) Au niveau des marchés de services d'appui – Les services techniques, commerciaux et financiers sont essentiels à la compétitivité du secteur agricole. La demande concernant ces services s'est tarie en raison des généreuses subventions accordées dans le cadre des initiatives de développement précédentes – même aux petits exploitants qui auraient souhaité pratiquer une agriculture à visée commerciale.

- d) Au niveau de l'accès au financement – L'investissement privé est indispensable à la transformation à grande échelle de l'agriculture paysanne. L'accès à un financement de qualité en faveur des petits agriculteurs et des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) constitue un facteur de changement décisif susceptible de contribuer à l'amélioration des revenus et de la résilience. La promotion de l'accès à des services d'épargne adéquats permet également aux personnes à faible revenu de se constituer un capital pour investir.
4. Les conséquences des changements climatiques touchent ces quatre domaines. Alors que les températures annuelles moyennes augmentent régulièrement (de 0,1 °C à 0,2 °C par décennie), que les périodes de sécheresse survenant pendant une saison s'allongent et que les précipitations prennent un caractère extrême, les changements climatiques ont un impact profond et complexe sur les moyens d'existence ruraux. Dans le secteur agricole, l'adaptation aux changements climatiques revêt une importance cruciale. Les changements et la variabilité climatiques figurent parmi les principales sources de risque d'investissement constatées, mais les banques et les agriculteurs ne disposent ni des connaissances ni des outils nécessaires pour évaluer correctement ces risques ou les limiter.
5. Le projet interviendra dans chacun des quatre domaines précités, en adoptant des mécanismes de coordination des ressources avec d'autres initiatives de développement telles que le Fonds de développement régional, les plans de développement des chefferies et le Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché, conduit par le FIDA.
6. La croissance économique est nécessaire, mais pas suffisante pour entraîner un changement socioéconomique résilient. Le secteur sucrier d'Eswatini a fait apparaître les risques de conséquences sociales négatives associés au bouleversement des dynamiques familiales entraîné par l'augmentation rapide des revenus. Pour atténuer ces risques, le projet intégrera des interventions d'accompagnement social.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. Le projet s'inscrit parfaitement dans la stratégie nationale de développement d'Eswatini, la stratégie d'inclusion financière et le plan national d'investissement agricole, lequel vise à améliorer l'infrastructure de commercialisation et de transformation et l'accès à l'information sur les marchés, et à intégrer les agriculteurs dans les marchés. Le projet est également cohérent avec les priorités nationales établies en matière d'adaptation aux changements climatiques.
8. Par ailleurs, le projet contribue à la réalisation de l'objectif stratégique 2 de la Note de stratégie de pays du FIDA concernant l'inclusion financière et les filières durables, aux fins de la création de nouvelles sources de revenus au profit des jeunes entrepreneurs et des petits exploitants agricoles ayant des visées commerciales. Il bénéficiera de la synergie avec le Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché, en améliorant l'accès des agriculteurs appuyés par le projet aux services financiers, en facilitant le développement de pôles de compétitivité ("cluster" en anglais) et en élaborant des approches communes en faveur du développement de pôles de compétitivité inclusifs.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

9. Le projet ciblera les petits exploitants et microentrepreneurs potentiels pour des produits sélectionnés, ainsi que toutes les personnes tirant parti des nouvelles possibilités offertes dans les zones des pôles de compétitivité et qui ont besoin d'un appui à court terme. L'accent sera mis sur: i) les jeunes hommes et femmes âgés

de 18 à 35 ans qui conduisent (ou désirent le faire) des entreprises agricoles et non agricoles dans les zones des pôles de compétitivité sélectionnés; et ii) les femmes rurales pauvres et les ménages dirigés par une femme qui participent aux filières ciblées et aspirent à développer leurs activités. Un accent particulier sera placé sur le ciblage des femmes et des jeunes afin d'assurer leur participation active.

10. Déployé à l'échelle nationale en fonction des possibilités de développement de pôles de compétitivité axé sur l'impact, le projet privilégiera: i) l'élevage bovin et caprin; ii) l'aviculture; iii) l'élevage porcin; iv) les cultures maraîchères; et v) les semences de légumes. La définition de chaque pôle de compétitivité déterminera le ciblage géographique.
11. Le projet ciblera 18 500 entreprises agricoles et non agricoles.

B. Objectif de développement du projet

12. La finalité du projet est d'améliorer la prospérité et la résilience des petits exploitants et microentrepreneurs pauvres et vulnérables du pays.
13. Son objectif de développement est d'accroître le rendement d'entreprises agricoles et non agricoles durables au profit des populations rurales, notamment les personnes pauvres et les jeunes, au moyen de l'établissement de liens solides avec les marchés et de l'accès à des services financiers adaptés.
14. Les cibles principales sont les suivantes:
 - a) 8 500 entrepreneurs individuels et MPME bénéficient directement de toute la gamme d'appuis offerts par le projet, aux fins d'une augmentation de plus de 50% du revenu net réel des entreprises agricoles et non agricoles;
 - b) 10 000 autres entrepreneurs individuels et MPME reçoivent et remboursent des prêts sans garantie au titre de l'instrument financier du projet pour la gestion des risques, sans recevoir d'autres formes d'appui (bénéficiaires financiers uniquement);
 - c) 5 600 entrepreneurs agricoles individuels et MPME bénéficiaires directes (80% du total) déclarent une augmentation de plus de 50% de leur note de résilience; et
 - d) 6 800 bénéficiaires obtiennent dans les entreprises agricoles et non agricoles des rendements annuels du travail supérieurs au salaire des travailleurs non qualifiés à hauteur de plus de 120%.

C. Effets directs et composantes

15. Effet direct 1: Les profits des microentreprises agricoles et non agricoles et des MPME dans les pôles de compétitivité inclusifs ont augmenté pour plusieurs produits de grande valeur.

Effet direct 2: Les investissements privés des petits exploitants et des MPME ont augmenté dans les pôles de compétitivité prioritaires et les secteurs de produits.

Effet direct 3: L'aptitude du pays à assurer le développement de pôles de compétitivité inclusifs et à déployer des initiatives d'inclusion financière s'est considérablement renforcée.

Effet direct 4: Les financements en faveur de la résilience face aux changements climatiques et de la lutte contre les changements climatiques sont intégrés aux opérations de finance rurale.

16. Le projet comporte trois composantes interdépendantes.

Composante 1: Développement de pôles de compétitivité inclusifs
17. L'appui à la création de pôles de compétitivité et à l'investissement permettra de catalyser l'émergence de grappes d'entreprises et de groupements de producteurs

compétitives autour de produits qui présentent un potentiel commercial avéré ainsi que des avantages comparatifs dans le contexte de l'agriculture paysanne.

L'approche du développement de pôles de compétitivité suppose l'apport d'un appui à visée opérationnelle, la concertation et la promotion des investissements, en vue d'encourager les investissements et d'éliminer les goulets d'étranglement qui freinent l'intensification des échanges et l'augmentation des profits. Grâce à ce processus, le projet établira des priorités en matière d'investissement et facilitera l'investissement privé et public.

18. L'investissement privé sera étayé par des processus d'investissement accompagné qui seront fondés, le cas échéant, sur l'épargne et le financement de prêts par des institutions financières partenaires. En ce qui concerne les investissements dans les biens publics, le projet permettra d'intégrer les initiatives d'appui existantes. Dans chaque pôle de compétitivité, l'organisation de réunions multipartites constituera un mécanisme pratique qui aidera les partenaires de l'investissement à acquérir une compréhension commune des perspectives et des contraintes inhérentes au pôle de compétitivité et du rôle que chaque acteur peut jouer face à celles-ci. En outre, un mécanisme de développement sectoriel permettra de combler les lacunes de l'appui en faveur des investissements dans les biens publics primordiaux, lorsque ces investissements ne bénéficient pas du soutien d'autres acteurs.
19. À l'intention des femmes comme des hommes, des modules de formation sur la planification financière à long terme et l'utilisation optimale des envois de fonds seront prévus au titre du renforcement des compétences commerciales par les pairs. L'accompagnement social portera sur les aspects positifs et négatifs de la migration pour les travailleurs migrants et leurs familles restées sur place.
20. Compte tenu des effets attendus des changements climatiques, on aidera les producteurs à confirmer le degré de résilience du produit qu'ils ont choisi face aux changements climatiques dans les conditions agroécologiques locales. Cette démarche aidera les agriculteurs à évaluer leurs investissements et, le cas échéant, à adapter leurs pratiques de production et leurs plans d'investissement agricole afin d'améliorer la résilience face aux changements climatiques. Ce processus sera renforcé par les services d'information météorologique de la composante 3.

Composante 2: Renforcement de l'offre de services de finance rurale

21. Ce projet est conçu pour répondre de façon exhaustive aux contraintes liées à l'offre et à la demande. Tout en mettant sur pied des propositions intéressantes d'entreprises rurales crédibles (composante 1) à même d'inciter les institutions financières à proposer des produits financiers répondant aux besoins des bénéficiaires, le projet encouragera les institutions financières à élargir leur offre et à participer activement au développement des entreprises rurales (composante 2). Parallèlement, il renforcera la résilience et l'alphabétisation financières des ménages ruraux et aidera les emprunteurs à rembourser leurs prêts à temps pour que les créanciers puissent atténuer leurs risques (composante 1).
22. Les activités consisteront notamment à: i) réduire le décalage d'informations existant entre l'offre et la demande de services financiers, au moyen de bases de données et d'outils d'information; ii) établir des partenariats avec les institutions financières pour améliorer l'accès aux services financiers; iii) mettre en œuvre l'instrument financier pour la gestion des risques, qui garantira la sécurité nécessaire aux banques et aux autres institutions financières afin qu'elles puissent proposer des prêts aux agriculteurs et aux microentrepreneurs non agricoles; iv) renforcer les capacités et élaborer des politiques dans l'ensemble des activités d'inclusion financière; v) appuyer les organisations faitières d'épargne et de crédit pour renforcer leurs réseaux et leurs capacités; vi) contribuer au développement de nouveaux produits financiers destinés aux bénéficiaires d'envois de fonds, afin d'associer les envois de fonds à l'épargne; et vii) établir des partenariats pour augmenter la demande de crédit avec des organisations partenaires œuvrant à

l'amélioration des moyens d'existence des jeunes, des femmes et des populations rurales.

Composante 3: Investissement et prise de décisions tenant compte des enjeux climatiques

23. Les composantes 1 et 2 contribueront considérablement à améliorer l'inclusion financière et les liens avec le marché, aplanissant ainsi un obstacle majeur à l'adaptation aux changements climatiques. La composante 3 comprend des interventions spécifiques visant à améliorer la résilience face aux changements climatiques, à renforcer les connaissances des parties prenantes concernées et à mettre en place un mécanisme propre à stimuler les investissements publics et privés susceptibles de réduire les risques climatiques. Ces activités, dont le financement sera mobilisé auprès d'un cofinancier spécialisé dans l'action climatique, sont liées aux autres composantes. La mise en œuvre et le financement de cette composante sont subordonnés à la détermination du cofinancier. Si aucun cofinancement ne se matérialise, le projet restera cohérent avec la mise en œuvre des deux autres composantes.

III. Exécution du projet

A. Approche

24. Le projet sera exécuté sur une période de six ans. Pour parvenir à une durabilité et une échelle optimales, le projet adoptera une approche axée sur le marché qui visera à renforcer les institutions existantes plutôt qu'à créer des institutions parallèles. Il s'appuiera sur des méthodes de création de groupes inclusifs qui se sont révélées très efficaces s'agissant d'établir des liens rentables entre les agriculteurs pauvres et les marchés (comme au Népal). Cette activité sera associée au renforcement des services financiers et non financiers ruraux axés sur le marché plutôt qu'au recours à des subventions ou des dons pour remplacer ces services. Au niveau local, le projet s'appuiera sur des approches éprouvées, notamment: la formation par les pairs en ce qui concerne les compétences commerciales et financières; et des méthodes axées sur les ménages fondées sur le système d'apprentissage interactif entre les sexes et sur les services climatiques intégrés participatifs pour l'agriculture (PICSA), élaborés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale. Une approche intensive et structurée du renforcement des capacités institutionnelles est également intégrée au projet.

B. Cadre organisationnel

25. Le Ministère des finances sera le représentant de l'emprunteur et présidera le comité de pilotage du projet. Le Centre pour l'inclusion financière, qui a exécuté le précédent Programme de finance rurale et de développement des entreprises financé par le FIDA, sera l'organisme d'exécution principal et accueillera l'unité de gestion du projet.
26. Des membres du personnel du Ministère de l'agriculture, du Ministère des Tinkhundla (collectivités locales) et du développement, de l'Union nationale agricole d'Eswatini et de la Compagnie de développement des petites entreprises seront intégrés à l'équipe du projet aux niveaux central et régional en vue de renforcer leurs capacités et de reprendre progressivement la direction des activités du projet. Le Ministère du tourisme et des affaires environnementales, dont dépend le Service météorologique d'Eswatini, sera le partenaire d'exécution de la composante 3 – sous réserve qu'un cofinancier spécialisé dans l'action climatique puisse être trouvé. D'autres entités publiques et privées auront la possibilité de détacher du personnel à des fins de renforcement des capacités dans le cadre du projet.
27. L'assistance technique sera souple de manière à pouvoir répondre aux nouveaux besoins susceptibles de se faire jour pendant l'exécution, notamment dans les domaines suivants: le développement des pôles de compétitivité; le

suivi-évaluation; la création et l'harmonisation de bases de données et de systèmes de gestion de l'information; l'accompagnement social; le ciblage; les services d'information météorologique; les stratégies concernant le financement de l'action climatique; la gestion des savoirs; et les activités de renforcement des capacités définies dans la composante 2.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

28. Le projet vise à générer un grand nombre de données et à devenir une référence en matière de gestion de savoirs fondés sur des données factuelles. À cet effet, il adoptera les meilleures pratiques afin d'améliorer la rentabilité, la rapidité et la qualité de la collecte et de l'analyse des données, et il utilisera les données pour assurer la réussite du projet et éclairer l'élaboration de politiques fondée sur des données factuelles.
29. La rapidité, l'efficacité et la fiabilité de la collecte de données seront assurées grâce à la mise en place de systèmes de collecte de données au moyen des tablettes informatiques utilisées par les accompagnateurs que les bénéficiaires auront eux-mêmes désignés parmi leurs pairs. Les données ainsi recueillies seront complétées par des enquêtes et d'autres sources de données.
30. La gestion des savoirs sera fortement axée sur la documentation des meilleures pratiques et des principaux enseignements en matière de politiques, avec la mise en place de stratégies de diffusion très ciblées parmi les institutions partenaires, en vue de promouvoir l'adoption et la reproduction à plus grande échelle.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

31. Le Ministère des finances supervisera la gestion financière du projet par l'intermédiaire du Centre pour l'inclusion financière (anciennement Unité chargée du microfinancement). Les arrangements prévus sont les mêmes que ceux qui ont présidé à la gestion de l'ancien Programme de finance rurale et de développement des entreprises, dont les dispositions en matière de gestion financière, notamment les systèmes, politiques et procédures, ont été jugées satisfaisantes à la clôture du programme. En outre, les chargés des finances de ce programme, qui travaillent aujourd'hui au Centre pour l'inclusion financière, prendront en charge la gestion du projet, ce qui contribuera à limiter les risques de retard au démarrage.
32. Le risque de gestion financière du projet est jugé moyen après examen des mesures d'atténuation mises en place, qui prévoient notamment que les systèmes, politiques et employés performants de l'ancien programme soient transférés au projet.
33. Le Ministère des finances ouvrira un compte désigné à la Banque centrale d'Eswatini, destiné uniquement à recevoir les fonds du FIDA. Les fonds seront ensuite versés sur un compte d'exploitation du projet, à partir duquel seront effectués les paiements pour les biens et services, ainsi que les paiements en faveur des organismes d'exécution. En outre, La Banque centrale d'Eswatini pilotera l'instrument financier pour la gestion des risques en tant qu'instrument de garantie. Cette banque a déjà eu l'occasion d'utiliser des instruments similaires, notamment le mécanisme de garantie pour les PME. La Banque centrale établira des rapports annuels de diligence raisonnable pour toutes les banques participantes en ce qui concerne les fonds reçus au cours de l'exercice.
34. Le Centre pour l'inclusion financière est une institution publique administrée par le système intégré de gestion financière d'Eswatini. La gestion du projet s'appuiera sur le logiciel de comptabilité SunSystems, qui générera des rapports et des états financiers conformes aux Normes internationales d'information financière et pourra également transmettre des rapports au système public. Le logiciel de comptabilité sera configuré de manière à enregistrer la contribution des bénéficiaires, qui représente une part importante du financement du projet, et à en rendre compte.

Ces informations seront liées à la base de données mise en place par le projet, afin de permettre le suivi du prêt et des investissements au moyen de l'instrument financier pour la gestion des risques.

35. Le projet sera intégré au dispositif d'audit interne du Ministère des finances, et les principales conclusions en seront communiquées au FIDA à des fins d'amélioration du système et de renforcement des capacités.
36. À l'instar des projets précédents, un audit externe sera effectué par un cabinet d'audit privé conformément aux Normes internationales d'audit et aux exigences du FIDA en matière d'audit externe des projets.
37. Tous les marchés de biens, travaux et services seront passés conformément aux dispositions de la loi sur les marchés publics de 2006 et du règlement sur les marchés publics de 2014, dans la mesure où ceux-ci ne contreviennent pas aux directives du FIDA en la matière. En cas de conflit entre les dispositions nationales en matière de passation des marchés et celles du FIDA, les dispositions citées dans les Directives du FIDA en matière de passation des marchés et dans le Manuel de passation des marchés du FIDA prévaudront, comme le prévoit l'accord de financement.

E. Supervision

38. Le FIDA et le Gouvernement d'Eswatini superviseront conjointement le projet, conformément à la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution. Des missions formelles de supervision conjointe seront menées chaque année et des missions supplémentaires d'appui à l'exécution seront déployées, le cas échéant. Il y aura au moins une mission supplémentaire d'appui organisée au cours des six premiers mois et au moins une autre au cours de la deuxième année. Un examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année du projet. Chaque mission sera planifiée en coordination avec le Gouvernement et des représentants du Gouvernement seront invités à y participer. Les activités d'appui à l'exécution peuvent comprendre des actions de renforcement des capacités à l'appui du programme de pays d'Eswatini, qui englobe les autres projets en cours ainsi que les activités financées par des dons.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

39. Le coût total du projet est estimé à 38,56 millions d'USD, dont 5,07 millions d'USD au titre d'un cofinancement de l'action climatique qui reste à mobiliser.
40. Les coûts du projet, abstraction faite des coûts subordonnés à ce cofinancement, s'élèvent à 33,5 millions d'USD. Ce total comprend l'investissement du Gouvernement, d'un montant de 2,94 millions d'USD, et les investissements privés mobilisés par le FIDA auprès des bénéficiaires et des entreprises, dont le montant s'élève à 21,3 millions d'USD.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Gouvernement		Prêt du FIDA		Don du MFEF		Don du cofinancier de l'action climatique		Bénéficiaires		Entreprises		Total*	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement de pôles de compétitivité inclusifs	758	12,1	5 356	85,5	84	1,3	-	-	32	0,5	32	0,5	6 262	16,2
2. Renforcement de l'offre de services de finance rurale	66	0,3	2 498	10,4	219	0,9	-	-	13 800	57,5	7 431	30,9	24 014	62,3
3. Investissements et prise de décisions tenant compte des enjeux climatiques	-	-	-	-	-	-	5 069	100,0	-	-	-	-	5 069	13,1
4. Gestion du projet et gestion des savoirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.1 Unité de gestion du projet	2 119	75,6	685	24,4	-	-	-	-	-	-	-	-	2 804	7,3
4.2. Gestion des savoirs et suivi-évaluation	-	-	413	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	413	1,1
Total	2 943	7,6	8 951	23,2	302	0,8	5 070	13,1	13 832	35,9	7 463	19,4	38 561	100,0

* Dont 5,1 millions d'USD au titre des coûts de la composante 3, laquelle est subordonnée à la mobilisation éventuelle d'un cofinancement relatif à l'action climatique.

B. Financement du projet

41. Le financement en faveur du projet se décompose comme suit: 2,94 millions d'USD de la part du Gouvernement, un prêt du FIDA s'élevant à 8,95 millions d'USD, un don du MFEF de 300 000 USD, un cofinancement relatif à l'action climatique de 5,07 millions d'USD (non confirmé), des contributions des bénéficiaires à hauteur de 13,83 millions d'USD, et 7,46 millions d'USD fourni par des entreprises.
42. La demande de cofinancement concernant l'action climatique constitue une initiative conjointe du FIDA et du Gouvernement visant l'intégration des enjeux climatiques dans le secteur de la finance rurale. Cette demande ciblera l'une des principales institutions de financement de l'action climatique, par exemple le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial ou le Fonds pour l'adaptation. Il est prévu de soumettre les demandes de cofinancement à ces institutions au cours de l'année 2018. Si aucun cofinancement ne se matérialise, la composante 3 ne sera pas exécutée.

Tableau 2
Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement		Prêt du FIDA		Don du MFEF		Don du cofinancier de l'action climatique		Bénéficiaires		Entreprises		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Coûts d'investissement														
A. Consultants, formation et ateliers	147	2	5 866	88	184	4	475	7	-	-	-	-	5 246	13,6
B. Crédit, fonds de garantie	-	-	1 915	8	118	1	-	-	13 832	59	7 463	32	23 328	60,5
C. Matériel et fournitures	26	3	163	16	-	-	800	81	-	-	-	-	989	2,6
D. Véhicules	18	14	114	86	-	-	-	-	-	-	-	-	132	0,3
F. Don	-	-	-	-	-	-	3 300	100	-	-	-	-	3 300	8,6
Total des coûts d'investissement	191	1	8 058	23	302	1	4 575	13	13 832	40	7 463	22	34 421	89,3
II. Coûts récurrents														
A. Salaires et indemnités	1 946	69	391	14	-	-	480	17	-	-	-	-	2 817	7,3
B. Dépenses de fonctionnement	806	61	502	38	-	-	15	1	-	-	-	-	1 323	3,4
Total coûts récurrents	2 752	66	893	22	-	-	495	12	-	-	-	-	4 140	10,7
Total	2 943	8	8 951	23	302	1	5 070	13	13 832	36	7 463	19	38 561	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

43. Le projet générera une vaste gamme d'avantages tangibles et intangibles. Les avantages quantifiables comprennent notamment: de meilleurs revenus pour les MPME récemment créées ou s'étant développées; des perspectives d'emploi grâce à l'expansion des activités agricoles et non agricoles; une progression des rendements résultant des investissements dans de bonnes pratiques agricoles, des semences de meilleure qualité et une irrigation au goutte-à-goutte permettant d'économiser l'eau en vue d'améliorer la productivité et de permettre la conduite de cultures toute l'année; une réduction des pertes liées aux changements climatiques; une augmentation des ventes et des marges nettes; et des marchés de produits plus efficaces. La matérialisation de ces avantages passera par un appui en faveur de l'accès aux services financiers et par un renforcement des capacités des producteurs et des groupements, grâce à la formation aux compétences commerciales, à l'accompagnement social et au soutien personnalisé des producteurs. Les avantages intangibles sont notamment les suivants: l'autonomisation; l'atténuation des risques sociaux (y compris le VIH/sida) par la promotion de l'intégration des enjeux socioéconomiques et de l'égalité des sexes et par l'insertion des jeunes; et l'amélioration de la nutrition résultant de l'accès à des aliments diversifiés et de la hausse des revenus.
44. L'analyse économique donne des résultats satisfaisants, à savoir: une valeur actuelle nette de 64 millions d'USD et un taux de rendement économique interne (TREI) de 32,2% avec un taux d'actualisation économique de 10%. Les résultats ont été soumis à des tests de sensibilité face à des variations concernant les avantages et les coûts, ainsi qu'à divers retards dans la concrétisation des avantages. Le projet demeure rentable dans un large éventail de scénarios mais est sensible, en particulier, face aux variations à la baisse des prix à la production ou face à un retard d'exécution de deux ans. Un retard de deux ans, ou une diminution de 50% des avantages par rapport au scénario de base entraîne une baisse de 18 à 23% du TREI, ce qui est nettement supérieur au taux d'actualisation. Les dépassements de coûts auraient une incidence modeste, le TREI chutant à 28% en cas de hausse des coûts de 20%. Tous les scénarios donnent lieu à des résultats acceptables.
45. Les trois composantes sont conçues pour parvenir à un impact maximal, cependant, les composantes 1 et 2 seront très efficaces même si le cofinancement

de la composante 3 n'est pas mobilisé. Les analyses économiques et financières ci-dessus portent donc uniquement sur les coûts et les avantages ne relevant pas de la composante 3.

D. Durabilité

46. La durabilité doit reposer sur des fondations solides. Cela suppose en particulier de mener les actions suivantes: accompagner les petits exploitants pour les aider à investir dans des produits susceptibles de présenter à la fois une véritable compétitivité et une rentabilité décente; mettre en place des marchés d'appui viables qui fournissent des services financiers et non financiers essentiels et axés sur le marché, indépendamment des financements publics limités; renforcer les capacités d'une manière permanente au sein des diverses organisations afin qu'elles assurent la continuité des éléments importants du projet; et établir les plateformes et les outils d'information indispensables pour que les agriculteurs, les entreprises et les prestataires de services prennent des décisions éclairées concernant la production, les marchés, le crédit et les risques climatiques. Le projet porte notamment sur tous ces aspects.

E. Détermination et atténuation des risques

<i>Risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Capacité institutionnelle insuffisante pour exécuter le projet et appuyer l'action des parties prenantes	<p>Le Comité de pilotage doit prendre la direction des tâches suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse du comportement et des lacunes en matière de compétences, cartographie des parties prenantes avec les partenaires d'exécution • Plan de renforcement des capacités (à titre global et pour chaque partenaire) assorti de budgets, activités et échéances en fonction de l'analyse du comportement et des lacunes en matière de compétence • Suivi courant et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités • Stratégie de gestion des savoirs et produits susceptibles d'appuyer le plan de renforcement des capacités • Assistance technique internationale souple et régulière lors des trois premières années, liée aux priorités établies en matière de renforcement des capacités • Élaboration, vers la fin de la deuxième année, d'un document thématique relatif aux différentes options concernant la durabilité du projet et la stratégie de retrait; puis élaboration de la stratégie de retrait assortie d'échéances précises, pour assurer la continuité des rôles du projet
Manque de débouchés commerciaux crédibles permettant aux petits exploitants d'être concurrentiels d'une manière rentable	<ul style="list-style-type: none"> • Sélection d'un portefeuille de produits caractérisés par une demande avérée sur le marché et leur rentabilité pour les petits exploitants; possibilité d'étoffer le portefeuille à terme • Choix de produits qui ciblent le marché intérieur et le marché de l'exportation, favorisent la diversité et réduisent les risques de concentration
Systèmes de production inadaptés aux conditions agroécologiques locales actuelles et futures	<ul style="list-style-type: none"> • L'adaptation aux conditions agroécologiques et climatiques locales constitue un critère non négociable de sélection des pôles de compétitivité et des produits spécifiques • Assistance fournie à chaque exploitant pour confirmer que son produit prioritaire représente un choix sensé dans le cadre de l'approche PICSA • Fonds de développement sectoriel mis en place pour financer la recherche-action et la démonstration de technologies résilientes • Appui visant à aider les institutions financières à se doter de listes de contrôle normalisées de mécanismes de protection socioenvironnementale pertinents applicables aux prêts ruraux de faible montant, en vue de réduire le risque d'investissements inadaptés
Banques peu disposées à consentir des prêts aux microentreprises agricoles et non agricoles à l'échelle souhaitée	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des pôles de compétitivité s'agissant de présélectionner les produits agricoles des petits exploitants et les investissements non agricoles rentables, et agrégation des prêts de faible montant afin de réduire les risques et les coûts de transaction • Accompagnement des groupements de producteurs et d'exploitants tout au long du cycle d'investissement jusqu'au remboursement des prêts <p>Fournir aux institutions financières:</p> <ul style="list-style-type: none"> • des données et analyses solides sur la performance réelle des prêts, et créer un climat de compréhension et de confiance concernant les possibilités de prêts

<i>Risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
	<ul style="list-style-type: none"> un accès à l'instrument de gestion des risques de projet et une assistance technique pour la conception de produits adaptés aux petits exploitants et aux entrepreneurs ruraux
Ciblage inefficace	<ul style="list-style-type: none"> Garantir des processus initiaux d'évaluation et de sélection des produits qui sont rigoureux et objectifs, en validant des parcours d'investissement crédibles et abordables Processus d'inclusion en "deux vagues" dans les villages, permettant aux individus peu enclins à prendre des risques ou disposant de ressources limitées de se joindre aux groupements et aux pôles de compétitivité à la deuxième vague, une fois que la première vague a démontré le potentiel Processus d'appui différencié dans les villages et les groupements afin de repérer et d'éliminer les goulets d'étranglement spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes et les autres catégories de populations disposant de ressources limitées Accompagnement social au sein des groupements et des ménages aux fins d'un renforcement de l'appui en faveur des jeunes et des femmes dans les familles et les communautés, et d'un renforcement de l'autonomisation économique
Allocation des ressources trop peu flexible pour permettre de réagir face aux nouveaux risques et débouchés commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> Faire en sorte que les responsables soient régulièrement informés de la situation du marché pour être en mesure de réagir promptement Attention accordée à la rationalisation et à l'efficacité des processus internes Cibles et évaluations de la performance fondées sur les impacts/résultats et non sur les intrants/produits
Approches fragmentées ou incohérentes entre les différents projets financés par le gouvernement et projets financés par des donateurs	<p>Au niveau national:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les principaux organismes publics sont des partenaires d'exécution fondamentaux Partage régulier des informations et ouverture à la possibilité de participer à l'examen conjoint par les pairs et à l'évaluation, sur la base d'éléments factuels, des différentes approches Expérimenter des possibilités d'harmonisation des différentes approches et évaluer leur efficacité avant leur reproduction à plus grande échelle <p>Au niveau local/des pôles de compétitivité:</p> <ul style="list-style-type: none"> Encourager activement toutes les équipes de projet et équipes des administrations publiques à participer à des réunions multipartites et à un programme d'appui commun

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

47. Le projet s'inscrit parfaitement dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et contribue à la réalisation de deux objectifs stratégiques: renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché.
48. Le projet est conforme à la Politique de ciblage du FIDA et vise les objectifs de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, à savoir: i) promouvoir l'autonomisation économique des ruraux des deux sexes afin de leur permettre de participer aux activités économiques rentables et d'en bénéficier; ii) permettre aux femmes et aux hommes d'avoir une voix et une influence égales dans les institutions et les organisations rurales; et iii) réaliser un équilibre plus équitable entre les femmes et les hommes dans la répartition du travail et des bénéfices économiques et sociaux. Le projet est également cohérent avec la politique du FIDA relative aux entreprises rurales, dans la mesure où il facilite l'établissement de liens formels entre le secteur agroalimentaire et les petits exploitants et les MPME, en vue d'améliorer les sources de revenus et de favoriser l'accès au marché. En outre, le projet est conçu pour tenir compte des risques et des possibilités en matière environnementale, conformément aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA, un accent particulier étant placé sur la résilience face aux changements climatiques.

B. Alignement et harmonisation

49. Les principaux partenaires d'exécution du projet sont les organismes publics chargés du développement communautaire, de l'agriculture, de l'adaptation aux changements climatiques, de l'inclusion financière et du développement du secteur

financier, ainsi que la principale organisation paysanne nationale d'Eswatini. Le projet est donc en totale adéquation avec les priorités nationales dans ces domaines.

50. L'harmonisation avec d'autres acteurs concernera notamment:
- a) le Youth Enterprise Fund, récemment réactivé, qui s'adresse aux mêmes groupes cibles et qui peut accorder des prêts sans garantie aux jeunes, femmes ou hommes, qui, autrement, pourraient avoir des difficultés à emprunter auprès des banques, même dans le cadre de l'instrument de risque du projet; et
 - b) World Vision, qui collabore dans les domaines suivants: groupements d'épargne et de crédit, intégration au marché et interventions ciblant les femmes de moins de 24 ans.
51. L'Union européenne représente un autre donateur de premier plan dans le secteur agricole. Le projet poursuivra l'exploration des possibilités de collaboration avec le Projet d'appui à l'horticulture et aux cultures à forte valeur marchande et d'autres initiatives de l'UE. L'un des domaines de collaboration prometteurs est la conduite conjointe d'une initiative pilote, avec des institutions financières partenaires proposant des prêts sans garantie aux agriculteurs soutenus par l'Union européenne, dans le cadre de l'instrument de risque du projet et avec un accompagnement, une pratique jugée essentielle par les banques.
- C. Innovations et reproduction à plus grande échelle
52. La conception du projet prévoit l'introduction de plusieurs pratiques exemplaires qui ont fait leurs preuves ailleurs à Eswatini selon une approche intégrée. La reproduction à plus grande échelle est un élément fondamental du projet. Elle s'effectue selon des approches de développement de pôles de compétitivité axées sur le marché et l'offre de services financiers et non financiers et met l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles.
- D. Participation à l'élaboration des politiques
53. En s'associant à de multiples organismes publics concernés par le développement économique rural, le projet vise à exercer, de l'intérieur, une influence positive sur les politiques et pratiques publiques. Les activités de gestion des savoirs et de renforcement des capacités sont spécifiquement conçues pour permettre de déterminer les meilleures pratiques et les principaux enseignements concernant les grandes orientations, puis pour aider les ministères, notamment les ministères partenaires, à les adopter dans leurs principales interventions. Des fonds spécifiques sont affectés à ces activités, notamment à l'apport d'un appui technique pour l'adoption et la reproduction à plus grande échelle par des partenaires.
54. Les processus multipartites qui sont au cœur du projet constituent un mécanisme important s'agissant de faire entendre la voix des bénéficiaires lors des prises de décisions concernant les politiques et l'allocation des ressources.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

55. Un accord de financement entre le Royaume d'Eswatini et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
56. Le Royaume d'Eswatini est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

58. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume d'Eswatini un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à huit millions neuf cent cinquante mille dollars des États-Unis (8 950 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Financial Inclusion and Cluster Development"

(Negotiations concluded on 27 March 2018)

IFAD Loan Number: _____

Project Title: Financial Inclusion and Cluster Development (FINCLUDE) (the "Project")

The Kingdom of Eswatini (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

WHEREAS, IFAD has agreed to extend a loan to the Borrower for the purpose of financing the FINCLUDE Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, the Project will facilitate the implementation of the National Financial Inclusion Strategy and will build on lessons learnt from the Rural Finance and Enterprise Development Programme financed through a Programme Loan agreement between the Fund and the Borrower dated 25 March 2010; and

WHEREAS the Project will complement the Smallholder Market-Led Project financed through a Financing agreement between the Fund and the Borrower dated 16 February 2016;

WHEREAS the Fund intends to provide a Grant for the benefit of the Project from its Financing Facility for Remittances, to support the implementation of remittances,

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the IFAD Loan is eight million nine hundred fifty thousand United States dollar (USD 8 950 000).
2. The IFAD Loan is granted on ordinary terms and shall have a rate of interest on the principal amount outstanding at the IFAD reference interest rate per annum, and shall have a maturity period of 18 years including a grace period of three (3) years starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Payments of principal and interest of the IFAD loan shall be payable each 1 June and 1 December.
6. The Ministry of Finance (MoF) will open a designated account in USD in the Central Bank of Eswatini to receive the loan funds from IFAD.
7. A Project account will be opened for purposes of receiving funds from the Designated account for daily operations.
8. The Borrower shall open and maintain a counterpart operating account to receive and disburse counterpart funds.
9. The Borrower will provide counterpart funds for the Project in the amount of two million nine hundred thousand United States Dollar (USD 2 900 000) million for staff salaries, rentals and tax and duties on Project expenditure.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Centre for Financial Inclusion (CFI) of the MoF.
2. The following are designated as additional Project Parties, among others:
 - (a) Ministry of Agriculture (MoA).
 - (b) Eswatini National Agricultural Union.
 - (c) Ministry of Tinkhundla Administration and Development (MoTAD).
 - (d) Small Enterprise Development Company (SEDCO).
3. A Mid-Term Review will be conducted at the end of the third year of Project implementation and as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request disbursements under the Loan:
 - (a) Any of the Key Project Personnel have been removed from the Project without the prior concurrence of the Fund;
 - (b) The Project implementation Manual (the "PIM") as referred to in paragraph 7 part II of Schedule 1, and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional specific conditions precedent to disbursement:
 - (a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
 - (b) The PMU shall have been established and the recruitment of key Project staff, as defined in Schedule 1, shall have been duly recruited;
 - (c) The establishment of an accounting software acceptable to IFAD.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication, notices, requests, reports related to this Agreement:

For the Borrower

Minister of Finance
Ministry of Finance
P.O. Box 443
Mbabane
Eswatini

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Borrower and one (1) for the Fund.

KINGDOM OF ESWATINI

(Authorized Representative)
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project area and Target Population.** FINCLUDE will have a national coverage based on comparative advantage and readiness for opportunities, cluster development and impact. The Project will initially focus on five commodities: (1) red meat (beef/goat); (2) poultry; (3) pigs; (4) vegetables; and (5) legume seeds. The Project will target actual or aspiring smallholders and micro-entrepreneurs for selected commodities or taking advantage of emerging opportunities in cluster areas, who require short-term support. Special focus will be placed on: (i) young men and young women (18-35 years) engaged or motivated and willing to engage in farm and non-farm enterprises in the selected clusters locations; and (ii) poor rural women and particularly women headed households active along the targeted supply chains and aspiring and seeking business growth. Criteria for prioritization of the localities where Project will be implemented will be defined in the PIM. The Project will complement the existing interventions under the Borrower's funding schemes for entrepreneurial development.
2. **Goal.** The Project's goal is to contribute to the improvement in prosperity and resilience of the country's poor and vulnerable smallholders and micro-entrepreneurs through increasingly profitable and resilient links to markets and access to appropriate financial services.
3. **Objectives.** The development objective is to increase returns from sustainable farm and non-farm enterprise for rural people, including poor and youth, through efficient public and private sector investment as defined under component 1.
4. **Components.** The Project shall consist of the following Components:

Component 1: Inclusive cluster development. Cluster brokering and investment facilitation will catalyse the emergence of competitive clusters for products with confirmed market potential and comparative advantages for smallholder production. The cluster development approach is a rolling process of action-oriented brokering, dialogue and investment facilitation among key actors in each cluster to catalyse investments and remove bottlenecks to increase trading and profits for farmers and others. Investment priorities are set through this process and private and public good investments will be facilitated by FINCLUDE. Private investment will be supported through mentored investment processes using savings and loan financing, facilitated by FINCLUDE from partner financial institutions if needed. For public good investments, FINCLUDE's primary role is as an 'integrator' of existing support initiatives of government and others. The rolling multi-stakeholder cluster meetings create a practical mechanism for such supporters to develop a common understanding of opportunities and constraints in the clusters and roles each can play in addressing these. In addition, a Sector Development Facility will address gaps in support for critical 'public good' investments not being supported by others.

Remittance. Almost half of the adults population rely on each other for income and hence the need for alternative secure and affordable financial services mechanisms to remit and utilize the income both, for household needs and economic activities. Training modules to support women and men to better make use of remittances will be included as part of business skills peer mentoring, particularly on medium/long-term financial planning and productive use of remittances. Similarly, social mentoring will address positive and negative social aspects of migration, for migrant workers and remaining migrant families.

Climate resilience. Producers will be guided to re-confirm that their chosen focus product is a sensible choice for them individually given local agro-ecological conditions and expected impacts of climate change. The process helps farmers to consider specific 'no regrets' investments or adaptations to their intended production practices and farm investment plans that would increase resilience and likelihood of success. This process will be enhanced by the Climate Information Services in Component 3.

Component 2: Expanding supply of rural financial services. FINCLUDE will address demand and supply side constraints. It will develop credible rural business value propositions (Component 1) of size sufficient to entice the appetite of financial institutions to engage in offering a range of financial products catering to the business needs while it will exploit all available resources of the financial sector and offer incentives to financial institutions to expand their offerings and actively participate in rural business development (Component 2). In parallel, it will strengthen the overall financial literacy and resilience of mostly rural households and support businesses in meeting their loan payments on time, and so creditors to mitigate their risks (Component 1).

Activities include: Addressing the information divide between supply and demand for financial services through several databases and information tools; Partnerships with financial institutions to increase access to financial services; Financial Instrument for Risk Management (FIRM), to provide the necessary security to the banks and other financial institutions so they can extend loans to farmers and non-farm micro-entrepreneurs; Capacity enhancement and policy development across all activities pertaining to financial inclusion; supporting Savings and credit groups to strengthen their networks and capacities; For remittance users, supporting development of innovative financial products linking remittance and savings, and; Partnerships to increase the quality of credit demand more widely will be established with several external organizations working to improve livelihoods particularly of youth, women and rural people.

Component 3: Climate Resilient Decision Making and Investment. Components 1 and 2 will make great strides in improving financial inclusion and market linkages helping reduce a key barrier to climate adaptation. In addition, there are specific interventions that can further enhance overall impacts in terms of climate resilience, by building knowledge of various actors involved and introducing a facility to boost public and private investments that reduce climate risks. These activities, for which funding will be sought from a climate financier, are tightly linked to the other components.

Implementation arrangements for Component 3, will be further elaborated later on when the Climate Funding is assured.

II. Implementation Arrangements

1. Lead Project Agency.
 - 1.1 The Centre for Financial Inclusion (CFI) of the Ministry of Finance will be the Lead Implementing Agency and will house a PMU embedded into its existing structures.
 - 1.2 CFI will establish and directly manage a team with a mix of its own staff, hired professional contracted staff and assigned staff from interested partner organizations (public and private).
2. Project Steering Committee (PSC).
 - 2.1 Establishment and Composition. A PSC, chaired by MoF, will be established to provide overall strategic direction and governance of the Project. The PSC will be chaired by the Principal Secretary (PS) of MoF, or his/her nominee, and composed of representatives from MoA, and other Ministries and institutions with direct relevancy to the achievement of FINCLUDE's goal and development objective and

- also ensuring that audits are properly carried out, and corrective measures are taken.
- 2.2 Responsibilities. The PSC will provide strategic guidance towards the achievement of Project objectives and contribute to the higher level sector policy and strategic goals. This will also be responsible for review and approval of Annual Work Plans and Budgets and annual reports.
 3. Implementation Structure.
 - 3.1 The Project will be implemented through a decentralized structure with a small central team based in CFI (the PMU) and operational teams in each of the four regions (Hhohho, Manzini, Lubombo, Shiselweni).
 - 3.2 The PMU will be embedded within the existing structures of the CFI. PMU will be accountable for ensuring FINCLUDE achieves its objectives and for oversight of all day to day operations of the Project.
 - 3.3 Senior Management team. A Senior Management Team will support the Project Director in the overall coordination and delivery of the Project and be jointly accountable for its overall performance in addition to their technical areas of responsibility. The Senior Management Team will comprise: the CFI CEO who will act as the Project Director supported by the Project Manager of the PMU, , and the contracted senior professionals as Coordinators and Deputy Coordinators for each of the three Components plus the inclusion specialist, Chief Finance Officer and M&E KM specialist for the Project.
 4. Project Management Unit (PMU).
 - 4.1 The Project Management Unit (PMU) will be responsible for overall Project implementation in consultation with other relevant national agencies and Ministries to ensure consistency with national policies. The PMU established under CFI at National level will be composed of Project specific staff fully dedicated to the Project headed by a Project Manager. The PMU will be accountable to the CEO of CFI, who will be the executive level head Project. A Chief Project Finance officer , assisted by other Finance staff will be supervised within the structures of CFI.
 - 4.2 The PMU will be responsible for Project coordination and management of fiduciary issues in conformity with the standards and requirements agreed upon between Borrower and IFAD; and manage the Project in accordance with the Financing Agreement and other Project documents such as the Letter to the Borrower, and the PIM/Finance Manual. It will also be responsible for the day-to-day management of the Project.
 5. Regional teams.
 - 5.1 The four regional teams will be responsible for the integrated delivery of activities from the community level and will include staff with backgrounds in: MSME finance/bank credit officers, business activities across all three components in their region – covering cluster development, rural finance and climate investment. Thus, the Cluster Development Officers, Cluster Mobilizers and Social Mentor Supervisors will need to be familiar and trained on all aspects of the Project.
 - 5.2 Cluster Development Teams (CDT). The Cluster Development Coordination teams will each take lead responsibility for delivering the results on the specific commodities and non-farm enterprises clusters, ensuring a co-ordinated and coherent set of activities and interventions across the Project in support of the particular commodity. At the regional level, the CDT will coordinate across all commodities active in their region. Staff of the CDT will be recruited from a range of professional backgrounds to ensure a breadth of suitable skills and experience in the team.

- 5.3 The Cluster mobilization teams (CDT). The Cluster Mobilizers will work in in pairs. Each pair of Cluster Mobilizers will be responsible for the mobilization and facilitation of clusters within their assigned local area. Clusters Mobilizer may therefore be responsible for clusters for several different commodities. Cluster Mobilizers will be coached and supervised by Cluster Mobilization Supervisors who will report to the CDT.
6. Key Project Personnel. Key Project personnel shall include the Project Director, Project Manager, Component Coordinators, inclusion specialist, Chief Finance Officer, Procurement specialist and M&E KM specialist. The recruitment and removal of the Project Director or key staff shall be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower.
7. Project Implementation Manual. The PMU will develop a Project Implementation Manual (PIM) for the Borrower's and the Fund's consideration and approval. Project. The PIM will include, inter alia, a comprehensive financial management section, will provide more details on roles and responsibilities of Project and implementing parties and include internal audit requirements. The PIM may be amended from time to time, subject to approval by the Fund incorporating the relevant operational aspects governing the implementation of the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Financing. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category.

Category	Loan Amount (expressed in USD)	Percentage ¹
1. Training and Workshops ²	5 280 000	100% net tax
2. Credit, Guarantee Fund	1 720 000	100% net tax
3. Equipment and Materials ³	250 000	100% net tax
4. Operating costs	450 000	100% net tax
5. Salaries & Allowances	350 000	100% net tax
Unallocated	900 000	100% net tax
TOTAL	8 950 000	

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 400 000. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

¹ This net of taxes and co-financing by all other financiers

² Includes consultancies

³ includes funds for vehicles

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

- a) The Project has not confirmed within 60 days of the end of each Fiscal year that the loans under the financial instrument for risk management (FIRM) under Component 2 were eligible, due diligence performed and relevant fees were paid.
- b) The Project fails to accurately record and report on the beneficiary contribution.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators ¹					Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	YR1	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Number of people receiving services promoted or supported by the project. (60% youth = 11,100 people / 50% women = 9,250 women)	0	900	7,000	18,500	Project reports	Annual	PMU	Assumes continued social, political and economic stability in the country and Southern African Customer Union region.
Goal:: Improvement in prosperity and resilience of poor and vulnerable smallholders and microentrepreneurs	Number of individual entrepreneurs and MSMEs directly benefitting from a full range of FINCLUDE support ("full beneficiaries") whose profits increase (real net income) from farm or non-farm enterprise by >50% (Unit = No. of individuals / MSMEs) (New Core Indicator (CI) ²)	0	0	2,500	8,500	Base/Mid/ End Survey Annual Cluster Tracking Surveys ³ (ACTS)	Baseline Mid-term End line Annual	PMU	
	Number of additional individual entrepreneurs and MSMEs who take and duly repay loans under the FIRM without receiving other FINCLUDE support ("finance only" beneficiaries)	0	200	1,700	10,000	FIRM reports / Credit History Database	Annual	CBS PMU	
	Individual farm entrepreneurs and MSME "full" beneficiaries report a >50% increase in resilience score ⁴	0	-	-	5,600	Base/Mid/ End line Survey	Baseline Mid term End line	PMU	
Development Objective: To increase returns from sustainable farm and non-farm enterprise for rural people, including poor and youth, through resilient links to markets and access to appropriate financial services	Number of beneficiaries' achieving annual return on labour in farm or non-farm enterprises of >120% of unskilled wage rate (Unit = No. of individuals)	0	0	2,000	6,800	Base/Mid/ End line Survey ACTS	Baseline Mid term End line Annual	PMU	Assumes 80% of 'full' beneficiaries achieve this level of income. At design, unskilled wage rates are E60/day (annualized x 250 days = E15000) => target min. net income -E18000 p.a. per worker
Outcome 1: Profits to farm and non-farm micro enterprises and MSMEs from inclusive clusters increased for multiple higher value products.	Aggregate value of priority products ⁵ and services sold by farm/non-farm micro-enterprises in target clusters in real terms ⁶ (Unit = Percentage increase)	0	0	10%	40%	ACTS	Annual	PMU	Baseline sales data in each commodity cluster to be gathered during start-up of cluster activities. Assumes that there are no prolonged collapses in export/local demand or prices for agricultural products.
	Adoption rate of environmentally sustainable and climate resilient production and postharvest technologies ⁷ for crops by participating farmers (Unit = %) (New CI 1.2.2)	0	0	40%	80%	Base/Mid/ End line Survey ACTS	Base/Mid/ End line; Annual	PMU	Substantial improvements in climate resilient production are necessary and feasible as foundations of growth.
Outcome 2: Private investment increased in priority clusters and commodity sectors from smallholders and MSMEs	Total private investment in priority clusters and commodity sectors by individuals, households & MSMEs ⁸ secured under the FIRM ⁹ . (Unit = cumulative US\$)	0	0	US\$8 million	US\$25 million	FIRM reports Credit history database FI Loan data	Annual	CBS PMU Partner FIs	Sufficient numbers of FIs continue to show commercial commitment to expand rural lending portfolio to smallholder and MSME sectors.

¹ Data for all household/individual related indicators to be disaggregated by poverty status, age (<25 yrs, 25-35 yrs, >35 yrs) and gender.

² Disaggregated between individuals (farm, non-farm) and MSMEs.

³ Annual Cluster Tracking Survey will combine data from: individual MSME data collected via tablet-based MIS by the business skill / social mentors at least for all 'full' beneficiaries; trader and service provider tracking survey in each cluster; secondary data (e.g. agricultural output data). Annual Cluster Tracking Survey will replace the annual outcome survey (see details in PIM).

⁴ Resilience, defined as resilience to climate and economic shocks, measured through a scorecard based on FAO's Resilience Index and Measurement Analysis (RIMA) methodology. Target assumes 80% of 7,000 farm 'full' beneficiaries. Subject to securing funding for full implementation of Component 3.

⁵ Initially five priority products will be supported: chicken, red meat, pigs, vegetables and legume seeds. Additional products may be added during project implementation.

⁶ calculation of "real terms" to include correction for changes in wider reference market prices for the specific products so that gain/loss from general market price variations are discounted.

⁷ "Adoption Rate" in the production/post-harvest practices to be defined for each target product by the M&E team with technology experts at the start of the project. At the farm level, this is typically expected to include farmers adopting at least 2/3 of the components of an improved technology package for production a specific crop/livestock. Each of the technology components will be clearly defined and objectively verifiable, similar to good practices in other IFAD projects elsewhere.

⁸ Disaggregated by commodity and between households and MSME. For households also disaggregated by age (youth/non-youth) and gender.

⁹ To include follow-on loans and investments where the initial investment was secured under the FIRM but follow-on loans were provided directly by the FSP without the need to the FIRM guarantee

Results Hierarchy	Indicators ¹					Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	YR1	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome 3: Substantially increased national capacity to deliver inclusive cluster development and financial inclusion initiatives	Savings accounts opened in banks and other financial institutions (including SCGs) for investment purpose in priority cluster and commodity sectors by individuals benefiting from FINCLUDE services, among which 1/5 belongs to a migrant household ¹⁰	0	n/a	2,000	6,800	ACTS Partner FI reports	Annual	PMU Partner FIs	Sufficient numbers of FIs continue to show commercial commitment to expand rural savings portfolio.
	Participating individuals with increased business skills levels (Unit = people)	0	0	2,000	6,800	Pre-/post BS training assessment	Annual	PMU	80% of 'full' beneficiaries. Participating smallholders have sufficient interest to improve their business skills.
	Continued increased financing by Financial Institutions (FIs) to small farmers and rural MSME after project (Unit = Value of loans)	0	n/a	n/a	US\$5 million p.a.	CFI industry tracking reports	End of project / Post-project	CFI under its core mandate	Positive framework conditions for investment into agriculture and rural MSMEs.
	Multi-stakeholder Cluster Meeting (MCM) established, functional and self-sustaining ¹¹ (Unit = percentage) (New Core Indicator - policy 2)	0	0	90%	90%	Project reports; MCM surveys	Annual	PMU	External socio-political factors do not disrupt MCM processes. Sufficient interest from Private sector in MCMS in all commodities.
	Percentage of clusters in which participants (producers /MSMEs) accessed unsubsidized technical services from commercial suppliers in last 12 months. (Unit = % of clusters)	0	20%	60%	100%	ACTS	Annual	PMU	Development of commercial services and support markets is not undermined by the provision of free or heavily subsidized services by others.
Outcome 4: Climate resilience and climate finance mainstreamed into rural finance operations	Number of other development actors and government agencies applying one or more best practices ¹² of FINCLUDE in their own activities. (Unit= no. of organizations)	0	1	2	4	KM products published; Feedback reports from organisations replicating practices; Budget / expenditure data from partners on replication activities.	Annual	PMU	Best practices must be documented in KM products by FINCLUDE. Must be substantiated by evidence of activities from adopting agencies, including evidence of change in practice from before.
	Knowledge management outputs rated as highly satisfactory by steering committee (SC) members (Unit = % of SC members)	0	80%	80%	80%	SC KM feedback survey	Annual	PMU	Assumes that KM products must be highly satisfactory if SC members and others are likely to be interested to replicate best practices in their own institutions.
	Participating individuals using climate information for decision-making (unit = people [% of total outreach])	TBD	As	2,800 [40%]	14,800 [80%]	Base/Mid/ End line Survey ACTS	Base/Mid/End-line Annual	PMU	Subject to securing financing to fully implement Component 3 – Climate Resilient Decision Making and Investment
	Outputs	No. of individuals trained in business and financial skills	0	500	5,000	8,500	Training records	Annual	PMU
Outputs subject to securing financing to fully implement Component 3: Climate Resilient Decision Making and Investment	No. of households graduating from social mentoring intervention	0	0	2,500	6,800	Mentoring records	Annual	PMU	80% of full beneficiaries
	No. of producer groups mobilized to participate in clusters	0	40	175	175	ACTS	Annual	PMU	
	No. of best practices in delivering positive economic and social benefits to poor young women (<24 yrs) piloted, documented and scaled-up	0	0	4 piloted	2 scaled-up	KM products ACTS	Annual	PMU	
	Climate finance mobilized at national level for small farmers and rural MSME across the country during project period (Unit = Value of all financial products)	0	0	US\$ million	10 US\$ million	50 Climate Finance Tracker ¹³	Annual	PMU	Commitment from relevant national authorities to apply for and secure additional climate financing
	No. of smallholder farmers trained in use of climate information services	0	0	3,500	7,000	Training records	Annual	PMU	All farm 'full' beneficiaries.

¹⁰ This number is based on the proportion of households to whom remittances represent a source of income estimated as of 22% of the population according to Finscope survey 2014. This estimate can be refined after the completion of the demand side survey on remittances and migrant households.

¹¹ 'functional' MCMS by end of the project are defined as those being self-managed and organized by the members of the cluster without external financial support

¹² Key elements of the approach to be documented in KM products and promoted for wider adoption by other organizations are expected to include, inter alia: improved business skills and financial literacy training, multi-stakeholder cluster meetings and associated processes for inclusive cluster development; producer groups and MSME mentoring; market-based service market development; social mentoring and household methodologies; use of peer mentors for business skills, social mentoring and other skills training delivery; PICSA climate information usage by smallholders; promotion of private smallholder investment via savings and credit rather than grants.

¹³ The Climate Finance Tracker will be developed as part of the Climate Finance Strategy.